

Le service de presse du Secrétariat international aux attachés de presse
Communiqué de presse : Éthiopie

Embargo : vendredi 31 mai 1991 à 00 h 01 GMT

Index AI : AFR 25/06/91

Traduction et diffusion aux sections francophones et au Secrétariat international : LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAI - ÉTHIOPIE

Les autorités doivent agir immédiatement pour éviter un "désastre pour les droits de l'homme" Amnesty International a déclaré aujourd'hui que les anciennes forces d'opposition maintenant au pouvoir en Éthiopie et le futur gouvernement de transition devaient agir de toute urgence pour éviter que ne se reproduise un « désastre pour les droits de l'homme » semblable à celui qui a déchiré le pays depuis presque vingt ans.

« Le pays se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins et peut s'engager dans le respect des droits de l'homme. Si la répression brutale qui sévissait depuis 17 ans doit vraiment prendre fin, la priorité doit être accordée aux droits de l'homme, à la fois pendant les bouleversements actuels et à l'avenir », déclare Amnesty International.

Selon l'organisation internationale de défense des droits de l'homme, la fuite en exil de l'ancien président Mengistu Haïlé-Mariam et la récente défaite de son gouvernement par les forces d'opposition ne signifient pas nécessairement la fin des violations flagrantes des droits de l'homme ; un changement fondamental devrait intervenir dans les lois et pratiques en vigueur dans le pays.

De nombreux membres du gouvernement ont été sommairement exécutés au lendemain de la révolution de 1974, et des milliers de personnes sont mortes au cours des années suivantes. Les années 80 ont connu la détention secrète, la "disparition", la torture et le meurtre des opposants politiques.

« Il appartient aux nouveaux gouvernants de garantir que cette répression systématique ne se répétera pas », poursuit Amnesty International.

Les garanties minimales de protection contre la torture, l'arrestation et la détention arbitraires inscrites dans la Constitution de 1987 n'ont pas été respectées, et, si des prisonniers politiques ont été libérés au fil des années, l'emprisonnement politique n'en a pas moins continué.

« Dans un pays déjà dévasté par la guerre et la famine, cette impitoyable répression a engendré un désastre pour les droits de l'homme », affirme Amnesty International.

Dans le rapport qu'elle publie aujourd'hui, l'Organisation décrit les violations flagrantes commises dans ce pays au cours des deux dernières décennies : des dizaines de milliers de personnes ont "disparu" ; des milliers de civils non armés ont été tués en représailles, à la suite de défaites militaires ; des milliers d'autres, peut-être même une centaine de mille, ont été emprisonnés pour motif politique et torturés. Certains

d'entre eux ont passé plus de dix ans dans une prison connue sous le nom de "la fin du monde".

Amnesty International prie les nouvelles autorités et le futur gouvernement de transition d'adopter un programme des droits de l'homme en huit points, qui comprendrait : l'interdiction par la loi de la détention secrète, la garantie que les procès seront instruits équitablement, la fin de l'incarcération des prisonniers d'opinion, la fin de la torture et des assassinats politiques, et l'ouverture d'enquêtes sur les violations commises dans le passé.

L'Organisation précise que les arrestations arbitraires d'Érythréens, de Tigréens et d'Oromos soupçonnés de faire partie de groupes d'opposition armée étaient une pratique généralisée qui s'est poursuivie jusqu'à la chute du gouvernement de Mengistu Haïlé-Mariam.

Les arrestations étaient si fréquentes par le passé que la prison d'Asmara, capitale de l'Érythrée, était constamment bondée. Selon les informations reçues par Amnesty International, elle abritait en permanence au moins 1 000 prisonniers politiques. L'Organisation a récemment recueilli le témoignage d'un ancien prisonnier politique selon lequel, pour un Érythréen, à Addis Abeba, le fait d'être emmené par la police et d'être torturé était une chose aussi « normale que d'être vacciné ».

Parmi les centaines de personnes arrêtées au Tigré, certaines ont été maintenues en détention sans jugement pendant douze ans, et 120 d'entre elles étaient toujours incarcérées il y a encore une semaine. Si nombre d'entre elles ont recouvré la liberté deux jours après le départ du président Mengistu Haïlé-Mariam, d'autres ont vraisemblablement été tuées. Une dizaine d'Oromos, prisonniers d'opinion détenus sans jugement depuis au moins onze ans, et plus de 130 officiers supérieurs incarcérés à la suite d'une tentative de coup d'État en 1989 ont eux aussi été libérés. Les prisonniers étaient souvent détenus dans des conditions particulièrement éprouvantes soit dans des centres de détention clandestins, soit dans des prisons officielles : dans un centre de détention de la capitale, 30 prisonniers, parfois plus, étaient entassés dans des cellules de 4 m².

La torture était infligée à la plupart des prisonniers politiques, particulièrement dans le centre de détention des services de sécurité de Maikelawi, à Addis Abeba, connue sous le nom de "troisième poste de police". Les victimes ont été battues, fouettées, suspendues par les pieds, soumises à des sévices sexuels et à des simulacres d'exécution, ou pratiquement noyées dans des tonneaux remplis d'eau sale. Les coups assenés sur la plante des pieds étaient si fréquents que certaines victimes ne considéraient pas cette pratique comme une "vraie torture".

« Tandis que des milliers de personnes croupissaient en prison, des milliers d'autres étaient emmenées en pleine rue ou sorties de leurs cellules pour finalement "disparaître" », ajoute Amnesty International. De fortes présomptions portent à croire que certains "disparus" ont été tués par des membres des forces de sécurité, et que d'autres ont été assassinés dans le plus grand secret après avoir été condamnés à mort par des comités spéciaux de sécurité.

FIN DU COMMUNIQUÉ